

# Forger une opinion publique INTELLIGENTE

Entre interventions dans les médias et demandes d'expertise de la part du politique, les universitaires sont de plus en plus impliqués dans le débat public. Est-ce une obligation de leur part ? Et comment garantir la neutralité et la qualité de leurs recherches et enseignements (et ce, d'autant plus que les temporalités des uns et des autres diffèrent)? *Louvain* ouvre le débat entre William Bourton, Laurent de Briey, Erik Schokkaert et Philippe Van Parijs.



D.R.

William Bourton est journaliste, responsable des pages «Forum» du journal *Le Soir*.



S. Hauwotte

Laurent de Briey est professeur aux FUNDP et directeur du CEPESS, le centre d'étude du CDH (Centre démocrate humaniste).



D.R.

Erik Schokkaert est professeur à la K.U. Leuven où il anime, notamment, le *Metaforum*, think tank interdisciplinaire.



D.R.

Philippe Van Parijs est professeur à la Faculté des sciences économiques, sociales et politiques de l'UCL, où il anime la Chaire Hoover d'éthique économique et sociale.

**Louvain :** Dans quelle mesure la connaissance détenue par les universitaires doit-elle retourner à la société, étant donné que celle-ci les finance en grande partie? Et qu'en est-il de l'«obligation» des universitaires de conseiller le politique?

**Erik Schokkaert (E.S.):** Je crois que, fondamentalement, les universitaires ont la tâche d'être en lien avec la société.

**Philippe Van Parijs (P.V.P.):** Ce n'est pas le rôle de l'université de prendre position dans le débat public en tant qu'institution. Elle n'est pas équipée pour le faire. Mais c'est un rôle important pour ses membres, pris globalement. A l'entame de leur carrière, il est en général préférable que les universitaires se concentrent sur leurs recherches, le temps d'acquérir compétence, crédit et contacts internationaux. Après, en fonction de la conjoncture et des thèmes abordés, il leur sera plus facile de saisir une opportunité de peser sur un aspect du débat public. Ceci dit, certains ne le feront jamais. Et ce n'est pas un péché.

**William Bourton (W.B.):** Tout dépend comment on pose le débat. Sur un plan juridique, tout citoyen a le droit de s'exprimer, il est donc vraisemblable et important que les «têtes pensantes» le fassent.

La question est différente lorsqu'un universitaire s'investit personnellement, en politique par exemple. Son enseignement devient-il suspect de partialité? La question se pose aussi pour les journalistes. Si, en théorie, tout Belge a le droit de s'engager, dans les rédactions, on le déconseille —celle du *Soir* en tout cas— même si, stricto sensu, cela ne contrevient pas au Code de principes de journalisme de l'AGJPB'. Ceci afin d'éviter toute polémique.

En ce qui concerne les académiques, une fois le pas d'un engagement politique franchi, les journalistes seront moins enclins à les questionner, de crainte qu'ils n'aient plus le recul nécessaire pour analyser «froidement» une situation.

**E.S.:** Tout dépend aussi de l'endroit où on situe la frontière entre la «ligne du parti» et l'opinion personnelle!

**P.V.P.:** La question diffère selon le type d'engagement dont on parle. J'en vois quatre: l'engagement visible et explicite, comme le fait d'être mandataire public; la détention d'une carte de parti; une forme d'engagement qui consiste à apporter sa petite expertise au débat public ou aux décideurs; et, enfin, l'engagement qui va bien au-delà de cette expertise scientifique sur base d'une analyse factuelle plus globale et au nom de valeurs que le chercheur est prêt à expliciter et défendre. C'est ce dernier type d'engagement qui est controversé. J'estime personnellement que cela fait partie de nos droits mais aussi de nos devoirs.



REUTERS/Charles Platiau

Les médias belges et étrangers font de plus en plus appel à l'expertise des universitaires pour commenter les faits de l'actualité. Sans pour autant céder à la facilité de ne plus produire aucune analyse de leur côté.

**Laurent de Briey (L.d.B.):** Depuis que je mène en parallèle une carrière académique et la direction du centre d'étude d'un parti politique, je n'ai, et cela peut sembler paradoxal, jamais été aussi peu investi, en tant qu'universitaire, dans le champ politique. Quand je travaille sur la loi de financement, j'apporte une rigueur universitaire mais je ne le fais pas en tant que professeur d'université. Je suis d'ailleurs hors de mon champ d'expertise académique (ndlr: la philosophie politique). J'étais bien plus engagé lorsque je travaillais uniquement à l'université.

Ce qui est confortable dans ma situation, c'est que, lorsque j'interviens dans la négociation politique, c'est avec ma casquette de conseiller d'un parti et non comme universitaire qui met son expertise au service de ce parti. Ma double appartenance me donne une indépendance par rapport au politique. C'est une richesse qui me permet à la fois de prendre du recul et d'être dans l'action. Lorsque je donne cours à l'université, je m'efforce de demeurer neutre, mais mon engagement politique est connu. C'est affiché et donc moins ambigu.

**W.B.:** La question est peut-être de savoir s'il faut être neutre ou afficher clairement qu'on ne l'est pas? Si le prof exprime son avis, son appartenance, cela rend les choses plus simples. Je soulignerais aussi que le fait de clarifier les concepts n'est pas une tâche minime. Paul

Ricoeur estimait même que telle devait être, essentiellement, l'intervention du philosophe dans la Cité.

**Louvain: Y a-t-il une différence entre Flandre et Wallonie? Les experts sont-ils plus écoutés dans l'une ou l'autre partie du pays?**

**E.S.:** Les traditions sont distinctes en Flandre et en Wallonie. Mais je n'ai pas l'impression que la conception que l'on a des experts soit différente.

**P.V.P.:** Il me semble qu'un autre phénomène à mettre en avant est le développement des pages «débats» dans l'ensemble de la presse, tant francophone que néerlandophone. La place des universitaires y est beaucoup plus importante qu'avant. D'après mon expérience personnelle, cela a un impact significatif car ces interventions, si elles viennent au bon moment, sont fort lues, en particulier par des journalistes des autres médias et par les politiques et leur entourage. Ceci dit, ce n'est pas parce qu'on a une idée qu'on croit géniale qu'elle va faire immédiatement l'objet d'un consensus enthousiaste. Je pense régulièrement à une phrase de Milton Friedman: «*Il ne faut pas essayer de convaincre les gens mais leur donner les éléments qui leur permettent de se convaincre eux-mêmes.*» Cela vaut pour l'analyse factuelle comme pour les jugements de valeur.

**E.S.:** À mon avis, il est important que les universitaires ne dépendent pas que des médias pour faire passer leur point de vue. Ils doivent utiliser d'autres façons de communiquer (organisations, website...). Parce que les médias ne sont pas toujours objectifs et sélectionnent, dans une certaine mesure, le contenu de leurs pages débat.

**Il est important que les universitaires ne dépendent pas que des médias pour faire passer leur point de vue. Ils doivent utiliser leurs propres façons de communiquer.**

Erik Schokkaert

**W.B.:** Si on prend l'exemple du journal pour lequel je travaille, *Le Soir*, celui-ci se revendique d'être un quotidien généraliste de qualité. Les sujets doivent pouvoir susciter un intérêt chez un maximum de lecteurs. Mais beaucoup d'avis intéressants ne sont pas publiés par manque de place! Concernant le profil des signataires, il n'y a pas grand monde sur la liste noire. Nous avons seulement une sorte de jurisprudence interne, un cordon sanitaire par rapport à l'extrême droite.

**E.S.:** L'intérêt serait aussi d'entendre des groupes multidisciplinaires. Ce sont toujours les économistes, les juristes et les philosophes qui sont interrogés. Il faut dire aux chercheurs en sciences et en sciences médicales qu'ils ont un avis à donner. Or beaucoup n'interviennent jamais.

**P.V.P.:** Nous avons un rôle à jouer au niveau de l'opinion mais nous devons bien garder aussi en tête que nous engageons le crédit de notre université. Intervenir dans les médias prend du temps, en

particulier pour concilier brièveté, intelligibilité et nuances. Si j'accepte volontiers, dans les limites étroites de mon temps et de mes compétences, de collaborer avec des médias, c'est parce qu'à mes yeux pareille collaboration est essentielle pour développer une opinion publique intelligente. Il existe de nombreuses compétences au sein de nos universités —parfois du reste ignorées en raison de la frontière linguistique—, qu'il est possible de mobiliser dans ce but grâce à la synergie avec des journalistes qui sont en général bien meilleurs que nous pour s'adresser à un large public.

**E.S.:** Il devrait aussi être possible de parler de façon rationnelle de problèmes émotionnels.

**L.d.B.:** Entre l'académique et le politique, il existe une autre frontière, temporelle: le monde politique fonctionne au jour le jour alors que pour l'académique, le court terme se chiffre en années de recherche!

#### Louvain: Y a-t-il des décisions politiques qui ont été prises sur base de propositions rédigées par des chercheurs ou le politique y reste-t-il sourd?

**L.d.B.:** C'est précisément le rôle d'un centre d'études de parti: créer ce maillage mais, bien souvent, lorsque l'actualité est brûlante, le politique est trop sur la balle et il n'a pas le temps de s'appuyer sur l'expertise universitaire. Par contre, sur des thématiques plus cachées, il existe une certaine influence des propositions universitaires. Ce fut le cas avec le fameux «décret inscriptions»: l'algorithme utilisé provient de réflexions et propositions universitaires. Mais cela n'apparaît pas directement.

**E.S.:** La responsabilité des universitaires est aussi engagée. Par exemple, tout le monde savait que la loi de financement n'était pas bonne, mais il n'y a pas eu de tentative structurée de proposer une alternative largement soutenue des deux côtés de la frontière linguistique. Aujourd'hui, il est trop tard...

**P.V.P.:** Le défi est de développer un espace intermédiaire, qui puisse relayer le travail pertinent des universitaires à la fois vers le politique et vers les médias. *Brussels Studies*, par exemple, tente de jouer ce rôle, de même que l'initiative *Re-Bel*.

L'idéal est de traiter les sujets avant qu'ils ne deviennent urgents, par exemple dans le cadre de négociations gouvernementales.

#### Louvain: Les universités demandent-elles à leurs scientifiques d'intervenir dans le débat public?

**E.S.:** Il n'y a pas de structuration de ce que font les universitaires à travers des opinions ou des cartes blanches. Mais le top de la K.U. Leuven supporte avec enthousiasme l'initiative *Metaforum* dont je suis responsable: un espace multidisciplinaire qui vise à structurer ce que les scientifiques font de manière individuelle.

**P.V.P.:** La création de la Chaire Hoover en 1991, à l'initiative du recteur Pierre Macq, avait cet objectif. Il estimait que, face aux problèmes éthiques sans pré-



RTL/TVI - Journal télévisé

cedent soulevés par la vie économique, l'université devait être présente dans le débat, et donc dans les médias. Je me souviens que peu après la création de la Chaire, j'avais accordé une interview sur la défédéralisation de la sécurité sociale, dans laquelle je plaçais pour qu'on évite la politique de l'autruche et essaye de comprendre ce qui sous-tendait les premières revendications flamandes dans ce sens. À mon étonnement, le recteur m'a téléphoné pour me féliciter: cela illustre bien «la parole claire et compétente» qui était attendue de la Chaire Hoover. Une parole «claire», pour lui, c'était prendre le risque de formuler une position nette, dûment argumentée, sans tourner autour du pot. Après Pierre Macq, cette démarche a continué de bénéficier d'un soutien ferme de la part des autorités de notre université. Ceci dit, l'intervention dans le débat public n'est guère valorisée dans le CV des académiques. Il existe aujourd'hui une volonté, au sein du conseil rectoral, de mieux mettre en valeur cet aspect mais il faut éviter de le faire de manière trop bureaucratique, et aussi de survaloriser cette partie de notre boulot qui pourrait être perçue comme facile par rapport à des publications internationales.


**L.d.B.:** Est-ce qu'un jeune politologue, par exemple, pénalise sa carrière en étant omniprésent dans les médias?

**P.V.P.:** La présence dans les médias, c'est un peu du *core business* pour des politologues, alors que pour des philosophes ou des économistes, c'est plutôt un hobby. Kris Deschouwer, par exemple, avec qui je coordonne le Groupe Pavia, assume des tâches lourdes à la VUB et a une production scientifique internationale importante. Mais c'est aussi un pédagogue hors pair qui remplit un rôle de vulgarisateur efficace dans les médias.

**E.S.:** Il est fondamental pour nous de rester en contact avec les milieux académiques internationaux.

**P.V.P.:** Oui, et si on peut contribuer au débat belge, c'est aussi parce qu'on a le loisir et la liberté de lire la littérature internationale et de discuter régulièrement avec des collègues étrangers.

**W.B.:** Un effet pervers du fait de solliciter des experts est qu'on pourrait reprocher aux journalistes de céder à la facilité en évitant d'analyser quoi que ce soit par nous-mêmes, sur base des avis de 5 ou 6 experts. Cela nous décrédibilise par rapport à nos prédécesseurs. Le risque est grand de devenir de simples passe-plats!



À l'instar de nombreux de ses collègues, le politologue Pierre Vercauteren (FUCaM) a été largement sollicité par les médias belges dans le cadre de la crise politique que connaît la Belgique depuis la chute du gouvernement Leterme en avril 2010.

Il faut distinguer les faits et l'analyse. L'annonce d'une actualité doit être objective et le commentaire doit être bien balisé. Il importe aussi que toutes les opinions ne soient pas cantonnées dans les pages «forum-débat». Mais que le champ de l'analyse soit occupé uniquement par les experts, c'est dommage. De plus, dans un petit pays comme le nôtre, il y a en peu et ils sont invités partout!

**P.V.P.:** Je trouve que la différenciation entre information et analyse doit perdurer. En matière communautaire, par exemple, il ne faudrait pas que l'on puisse deviner, d'après le contenu d'une page d'information, si le journaliste est flamand ou francophone.

**Entre l'académique et le politique, il existe une frontière temporelle: le monde politique fonctionne au jour le jour alors que pour l'académique, le court terme se chiffre en années de recherche!**

Laurent de Briey

**E.S.:** Les journaux se disent neutres en dehors des pages «opinion». Ce n'est évidemment pas le cas...

**W.B.:** Dans une rédaction, la neutralité totale est impossible, il faut aussi que les sensibilités puissent s'exprimer et représenter les diverses opinions ou points de vue. Et c'est d'ailleurs ce que les lecteurs attendent de nous: qu'on ne soit pas comme l'agence Belga qui diffuse des dépêches.

**L.d.B.:** On en revient au point de départ, à la question de la neutralité par rapport à l'engagement... C'est une vraie question mais ça ne doit pas être un alibi pour disqualifier l'engagement de l'académique ou être utilisé comme tel par l'académique pour ne pas s'engager. Cela fait partie du jugement critique qu'il faut avoir par rapport à toute prise de position... et ça se pose sans doute de façon plus pernicieuse si ce n'est pas affiché.

**P.V.P.:** Dans les pages d'information, il faut dire ce qui s'est passé et pourquoi. Dans les pages d'opinion, il faut dire ce qui doit se passer et pourquoi. Ce sont deux genres distincts, qui ont chacun leurs exigences. Il ne peut y avoir de démocratie saine sans opinion publique intelligente. Et il ne peut y avoir d'opinion publique intelligente sans une collaboration féconde entre université et médias.

Propos recueillis par Julie Claus et Dominique Hoebeke

## LE MOT POUR LE DIRE Maurits Van Overbeke

# Tour d'ivoire

L'université, une *tour d'ivoire*? Plutôt une histoire de cous et de sous. L'image fut d'abord biblique: l'auteur du *Cantique des cantiques* y recourt pour chanter la beauté de sa bien-aimée, mettant en valeur son long cou frêle et blanc. Plus tard le sens de l'expression change pour évoquer la hauteur immaculée où trône la Vierge. De cette hauteur à l'éminence hautaine il n'y a qu'un pas, que franchit le savant ou l'artiste dès que, se poussant du col (revoilà le cou), il se croit au-dessus de l'agitation du monde. Ce glissement de sens serait dû à Sainte-Beuve, celui qu'Hugo appelait «Sainte-Bave», à cause de sa mauvaise langue, et qui croque Vigny, peu enclin à l'engagement politique, reclus en sa *tour d'ivoire*. Plus tard Flaubert reprendra volontiers la formule en avouant: «*J'ai toujours tâché de vivre dans une tour d'ivoire; mais une marée de merde en bat les murs.*»

Quant à l'université, son exemption de la juridiction locale a très tôt favorisé l'idée d'un monde à part, où s'étaient retranchés les «cols blancs» (encore le cou) à la recherche désintéressée de vérités et de savoirs. Or, un tournant décisif fut dès la Renaissance l'essor des sciences, «exactes» avant la lettre. Car il s'avéra bientôt qu'une connaissance plus adéquate du monde pouvait aider à sa transformation, améliorant le sort des humains qui l'habitent. Dès lors la *tour d'ivoire* devint attrayante au point que chaque bourg voulut la sienne, avec chemin de ronde, meurtrières, voire escalier à double révolution. Commença alors l'histoire des sous. L'*ivoire* se faisant rare au même rythme que l'éléphant, l'État baillieur de fonds monta aux créneaux, ordonnant suppressions de donjons, ravalements de remparts, voire économies d'échelle. Puis, brandissant la taille critique, il imposa la fusion des tourelles éparses.

Or, qui crie fusion souvent craint confusion. Aussi reprocha-t-on à l'une d'être trop collet monté (le cou derechef), à l'autre d'avoir un «dikke nek» (le cou itou). En tout cas, au moment crucial, un pont-levis resta levé et la fusion s'abîma dans les douves. Il faudra pourtant les franchir. Car si, fidèle à l'étymologie, l'Alma Mater veut rester mère nourricière de savoirs profitables à la société, force sera d'utiliser de façon concertée les maigres ressources qu'elle lui concède. Sinon, la *tour* prend garde! *Ivoire* ou pas, au lieu de claironner la grande fusionnée, on finira par muser «trois petites *tours* et puis s'en vont!» Et on aura droit, non à la tour de Sainte-Bave, mais à la marée du bon Gustave. ■